

BULLETIN DES RÉGIONS

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec



TABLE DES MATIÈRES

- Agenda des prochaines actions : p. 2
- Retour sur l'AGA du RSIQ : p. 2-3
- Actualités de la Politique en itinérance : p. 3-4
- Des nouvelles du financement IPLI : p. 3-4
- Enquête sur le financement PSOC des groupes itinérance : p. 5
- Soutien communautaire : p. 5
- Forum Social Québécois : p. 6-7
- Les bénéfices de la Fiducie volontaire à Sherbrooke : p. 8-9
- Réflexions sur le modèle américain : p. 10
- Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 11
- Membership et Informations générales sur le RSIQ : p. 12

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec est un regroupement national qui existe depuis 1998. Douze (12) concertations régionales en itinérance en sont membres. Le RSIQ représente près de 250 organisations oeuvrant auprès des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Il défend les droits de ces personnes à Ottawa et à Québec. Il est le réseau d'échanges en itinérance au Québec.

Le Bulletin des régions est votre journal. La contribution de chacun est bienvenue et souhaitée. N'hésitez pas à communiquer vos idées et à donner des nouvelles de votre région !

À VOS AGENDAS

10 octobre après midi à Montréal (détails à venir) : participez à une Assemblée publique avec le rapporteur spécial des Nations Unies en matière de droit au logement. Miloon Kothari, en visite officielle de Genève, viendra entendre VOS TÉMOIGNAGES sur le logement et l'itinérance.

11 octobre : action du FRAPRU à Ottawa sur le thème « Pas d'armement, ... des logements ! »

19 octobre : Nuit des sans-abri (dans 20 villes au Québec)

Retour sur l'AGA du RSIQ tenue à Sherbrooke le 14 septembre 2007

Une cinquantaine de personnes de 12 régions ont participé à l'Assemblée générale annuelle du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec. La journée du 14 septembre 2007 a été occupée à des échanges sur nos activités passées et à venir. 2006-2007 a été consacrée à des actions pour faire valoir notre Politique et pour obtenir la reconduction d'IPAC et a été ponctuée par l'annonce d'un nouveau programme de financement fédéral en itinérance (en décembre 2006) et les élections générales au Québec (mars 2007).

Le plan d'action débattu par les membres comporte 4 axes : Politique en itinérance, financement global des groupes en itinérance, vie associative, financement du RSIQ. Les stratégies par lesquelles le Réseau et ses membres entendent faire avancer la lutte à l'itinérance dans la prochaine année seront variées.

AXE 1 : Le plan 2007-2008 prévoit la poursuite du travail pour obtenir une Politique en itinérance. Dans cet axe, les activités majeures seront : l'atelier-formation (voir p. 3), l'organisation d'une tournée des régions et d'un forum sur la mobilisation et la participation citoyenne au printemps 2008, la relance de la demande de commission parlementaire sur l'itinérance, et la tenue d'une action publique à la fin de l'automne 2007.

ACTION PUBLIQUE POUR RÉCLAMER UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE

Profitant d'être réunis en nombre à Sherbrooke, nous avons suspendu l'Assemblée générale annuelle pour tenir une action publique en vue d'interpeller le gouvernement du Québec. Une centaine de personnes y ont participé. Les députés fédéraux Serge Cardin et Christian Ouellet y ont assisté. Plusieurs des médias sherbrookoïses conviés étaient présents pour un point de presse.



Photo : Jacynthe Robert

AXE 2 : nos activités seront notamment l'enquête sur le financement PSOC des groupes en itinérance et des représentations pour le rehaussement du financement provenant de Québec, le suivi de la mise en place du programme fédéral IPLI, et des pressions pour l'après 2009 à Ottawa.

Représentations politiques : notre travail se poursuit en 2007-2008 auprès des éluEs au pouvoir comme dans l'opposition, et aux deux paliers. Lettres, rencontres, campagnes de fax, actions publiques... sont à prévoir.

REPRISE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

À Québec, l'Assemblée Nationale reprendra ses travaux le mardi 16 octobre prochain.

À Ottawa, la Chambre des communes recommencera aussi le 16 octobre par un discours du trône. On pense que des élections générales pourraient être déclenchées au cours de la session.

AXE 3 : Afin de dynamiser la vie associative du RSIQ, en plus de la mobilisation dans le cadre de la Politique et du financement, nous tiendrons plusieurs assemblées des membres en cours d'année. Nous poursuivrons et intensifierons nos collaborations avec d'autres mouvements sociaux.

Pour 2007-2008, nous pourrions compter sur le travail du comité de coordination suivant :

- ✓ **Présidence** : **Marie-Claude Vézina**, directrice de La Chaudronnée de l'Estrie, déléguée par la Table de concertation sur l'itinérance de Sherbrooke
- ✓ **Vice présidence** : **Pierre Gaudreau**, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- ✓ **Secrétariat / trésorerie** : **Jacinthe Dorr**, directrice de l'Ensoleilvent, déléguée par la Table itinérance de Drummondville

Administrateurs et administratrices :

- ✓ **Nathalie Brisseau**, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérantEs de Québec (RAIIQ)
- ✓ **Henri-Charles Baudot**, coordonnateur du projet Premier Arrêt au YMCA Centre-ville, délégué par le RAPSIM
- ✓ **Martine Martin**, intervenante à la Maison d'accueil pour les sans-abri de Chicoutimi, déléguée par la Table itinérance de Saguenay
- ✓ **Serge Gélinas**, coordonnateur de TRIPS du Rivage, délégué par le Comité directeur en itinérance de Trois-Rivières
- ✓ **Danielle Goulet**, directrice de Carrefour Jeunesse Longueuil Rive-Sud, déléguée par la Table de concertation sur les sans domicile fixe de la Rive-Sud

AXE 4 : quelques jours après l'AGA, nous apprenions que le RSIQ recevait l'accréditation au PSOC, ce qui est une excellente nouvelle, même si le montant accordé (25 000 \$) est insuffisant. Nous devons trouver d'autres sources pour assurer notre fonctionnement. Outre la recherche de financement auprès de bailleurs de fonds publics, des communautés religieuses, des fondations, et des syndicats, le RSIQ sollicite ses membres pour qu'ils fassent un don de solidarité.

SOUTENEZ le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Nous en appelons à votre solidarité envers notre action et sollicitons votre soutien au RSIQ afin d'augmenter les moyens qui sont actuellement à notre disposition.

Si quelques dizaines de groupes donnent 50 \$ ou plus, cela fera une différence. **Merci !**

Rapport d'activités et plan d'action sont disponibles au : www.rapsim.org dans la section RSIQ.

Atelier- formation sur la Politique en itinérance dans les concertations régionales et dans les organismes en itinérance

Le document « Pour une Politique en itinérance » constitue la première plateforme nationale de revendications du RSIQ. Depuis son adoption, de nombreuses représentations ont été menées pour que le gouvernement du Québec se dote d'une telle Politique. Elle vise à affirmer les droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance et propose des solutions dans 6 avenues complémentaires :

- | | |
|--|--------------------------------------|
| 1) Droit de cité (<i>réfère à l'espace public</i>) | 4) Droit à l'éducation |
| 2) Un revenu décent | 5) Droit à la santé |
| 3) Droit au logement | 6) Un réseau d'aide et de solidarité |

Tout au long de l'automne 2007, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec offre un atelier-formation sur la Politique. **Destiné à votre équipe de travail, votre CA, vos usagers et usagères, vos bénévoles, ou vos partenaires, l'atelier est gratuit, clef en main et modulable** (de 30 à 120 minutes, global ou sur un ou des 6 axes de la Politique). Il est offert dans vos organismes, selon votre agenda. Il est dynamique et vise un échange avec les participantEs. Cette démarche permettra de faire mieux connaître la Politique, d'accroître l'appropriation dans nos rangs et l'adhésion à la Politique et ses revendications, de même que l'implication des groupes. Cela nous permettra aussi d'alimenter notre intervention en fonction des réalités terrain.

Pourquoi ne pas en faire un événement régional, tel qu'un forum public et médiatique qui réunirait des personnalités de votre milieu, et donnerait la parole à vos usagers ? C'est une belle occasion de publiciser la Politique, de réunir vos alliés, de dynamiser les relations au sein de votre concertation et de sensibiliser à la question de l'itinérance. **Nous contacter : (514) 528-6466 ou nathalie.rech@videotron.ca**

Cadre de référence en itinérance

Les travaux sur le cadre se sont poursuivis avec une dernière rencontre du groupe de travail (auquel participent 3 membres communautaires du RSIQ et le CRI) le 5 juillet 2007. On y a présenté une deuxième version d'un document de travail à laquelle avaient été intégrés les commentaires et les suggestions de corrections faits par le groupe de travail. Les Agences avaient également été consultées sur ce document.

Le cadre dans la version actuelle comporte des éléments intéressants au niveau de la reconnaissance du phénomène de l'itinérance et de la description des populations touchées. Toutefois, la partie faible demeure encore les moyens d'action envisagés, même s'il faut noter que le MSSS se sert de ce cadre pour interpeller d'autres ministères sur leurs responsabilités. **On est loin de la politique gouvernementale globale en matière d'itinérance qu'on souhaite dans nos rangs et qu'on continuera à défendre.**

Un document amélioré devrait être soumis à une consultation au cours de l'automne 2007 (un certain retard pourrait être occasionné par le travail sur IPLI car les mêmes personnes sont sur les 2 dossiers, au MSSS et à l'Agence de Montréal, en charge de la rédaction). La consultation devrait être écrite, sous forme de questionnaire. Le MSSS lancerait l'invitation aux autres ministères, au RSIQ, à ses concertations membres et à d'autres acteurs en itinérance, tels que le Regroupement des Auberges du cœur.

Il faut rappeler que le cadre devrait être annexé a posteriori à l'entente IPLI entre Ottawa et Québec.

À SUIVRE...

Financement des groupes en itinérance

Des nouvelles d'IPLI

Les deux paliers de gouvernement sont encore en négociation de l'entente qui viendra encadrer la livraison au Québec du nouveau programme fédéral en itinérance, l'Initiative de partenariats de lutte à l'itinérance. La plupart des 12 régions désignées par IPLI auront déposé leur plan communautaire (qui établit notamment les priorités régionales d'investissement) d'ici le 30 septembre. Il est prévu que l'appel d'offres débute prochainement pour un dépôt des projets au 26 octobre. Selon les deux paliers d'administration, les différentes étapes d'analyse et de recommandation permettraient de démarrer les projets dès le 1^{er} janvier 2008. **Nous exercerons un suivi rapproché de cet échéancier qui est extrêmement serré.**

Pour les collectivités éloignées, Service Canada coordonnera le processus et on devrait aussi être en appel de proposition en octobre. Les projets des collectivités éloignées devront être inférieurs à 100 000 \$, pour un budget total inférieur à 2 millions \$.

Au niveau des orientations de l'IPLI, il n'y aura pas de « quota » de logements à réaliser par région. Le programme doit demeurer généraliste et permettre à la fois des immobilisations et des interventions humaines selon 4 grands secteurs (1) mesures de prévention, 2) installations et services d'urgence, 3) logements de transition / supervisés ou à long terme et services associés à la stabilité, 4) amélioration des services et réseaux de prestation des services de la collectivité). Et bien sûr les projets sélectionnés vont dépendre des priorités des plans régionaux.

Si la question des délais de réalisation demeure préoccupante pour le démarrage des nouveaux projets au 1^{er} janvier 2008, un autre élément est source d'inquiétude : les budgets disponibles vont obliger les régions à des choix douloureux puisqu'ils seront insuffisants à répondre à tous les besoins, ceux des projets déjà financés (par IPAC et prolongés par les mesures transitoires

IPLI) et ceux de nouvelles initiatives. Il faut mentionner qu'actuellement ce sont 180 projets qui sont financés jusqu'au 31 décembre 2007 grâce aux mesures transitoires (dont 13 projets dans les collectivités éloignées).

Le RSIQ continuera à suivre de près les processus de mise en place des nouveaux projets IPLI, à intervenir pour les faire accélérer et à mener des représentations pour l'après mars 2009.

Financement PSOC des groupes en itinérance : le RSIQ mène l'enquête ...

Lors de l'élaboration de notre plateforme nationale de revendications, Pour une Politique en itinérance, le RSIQ a reçu le mandat de travailler à la reconnaissance des organismes communautaires en itinérance et au rehaussement de leur financement à la mission globale, mandat renouvelé lors de notre AGA cette année. Compte tenu de la diversité des ressources en itinérance, il n'est pas envisageable d'établir un cadre de financement (calculer un standard par organisme), d'où notre approche d'évaluer un ensemble de besoins. Le PSOC est un programme apprécié par les groupes qui y sont admissibles : facilité de la demande et de la reddition de comptes, dépôt automatique, etc.

Le RSIQ mènera une enquête sur le financement PSOC des groupes en itinérance dans l'ensemble des régions à l'automne 2007 (sauf Montréal où le RAPSIM a déjà réalisé une enquête similaire), ce afin de :

- Cerner les besoins des groupes en itinérance à l'égard du financement à la mission globale;
- Mieux documenter la situation de sous-financement (voire de précarité financière);
- Évaluer la contribution du PSOC aux organismes en itinérance;
- Être en mesure d'adresser des demandes précises au gouvernement du Québec dans nos représentations nationales relatives au dossier du financement PSOC des groupes en itinérance.

Notre démarche se situe en complémentarité et en solidarité avec les travaux menés sur la question du financement, aux niveaux régional et national par les regroupements d'organismes communautaires.

Tous les organismes communautaires appartenant aux concertations régionales membres du RSIQ ont reçu un questionnaire à remplir. Nous vous invitons à le remplir quelle que soit votre situation actuelle à l'égard du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du Ministère de la Santé et des Services sociaux, c'est-à-dire que vous soyez financé ou non par le PSOC, quelle que soit la hauteur de votre financement ou l'enveloppe à laquelle vous êtes rattaché. **Les résultats devraient être disponibles en novembre 2007. Cela nous permettra par la suite de réaliser des représentations basées sur des demandes concrètes. L'enquête réalisée par le RAPSIM démontre que le PSOC contribue à la hauteur de 13 millions \$ tandis que les groupes auraient besoin d'un 7 millions \$ additionnels.**

5 millions \$ pour le soutien communautaire en logement social

Le gouvernement du Québec met en place une **enveloppe nationale de 5 millions \$** pour financer le soutien communautaire en logement social, possiblement via le programme perte d'autonomie liée au vieillissement. C'est une bonne nouvelle, bien que ces fonds sont insuffisants à répondre à l'ensemble des besoins (estimés à 12 millions \$ au minimum). Il faut espérer qu'il ne s'agit que d'un premier pas dans la reconnaissance financière de ce type d'interventions qui remporte des succès dans la vie de très nombreuses personnes (près de 2 000 unités au Québec sont occupées par des personnes seules et / ou vulnérables).

Toutefois, quelques préoccupations demeurent en attendant une annonce officielle de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

- ✓ quelle sera la répartition de l'enveloppe entre les différentes régions du Québec ?
- ✓ quelles seront les populations ciblées par ce financement ? en majorité des personnes âgées ?
- ✓ quels seront les types de logements touchés par cette enveloppe ? HLM ? OSBL ?
- ✓ quand l'enveloppe sera-t-elle disponible ?

La boîte à outils de la mobilisation ou Pourquoi et comment mobiliser ?

Le potentiel de mobilisation des 73 membres du RAPSIM est énorme, mais il peut encore s'accroître notamment en ce qui a trait à la mobilisation des personnes itinérantes. Nous avons donc décidé de nous doter d'une « boîte à outils » afin de mettre de l'avant les impacts de la mobilisation, tant sur les personnes que sur les luttes, et d'offrir aux membres des façons de faire concrètes pour les aider avant une action dans le but de favoriser la participation et après cette même action afin de maintenir l'intérêt des participantEs.

La mobilisation est un travail de longue haleine et, avec la « boîte à outils », on vise à ce qu'elle devienne partie prenante des activités régulières des groupes membres pour que s'exprime haut et fort le pouvoir citoyen de tous et toutes !

La « Boîte à outils de la mobilisation » est disponible au www.rapsim.org

L'itinérance s'affiche au Forum Social Québécois

Du 23 au 26 août dernier se déroulait le 1er Forum Social Québécois (FSQ) dans la lignée du Forum Social Mondial initié en 2001 à Porto Alegre (Brésil). Pour cette première édition : 5 000 participantEs, 315 ateliers, des dizaines de kiosques et d'activités alternatives et autogérées.

Le RAPSIM organisait un **atelier sur la Politique en itinérance** du RSIQ. Sept personnes du milieu se sont associées afin de présenter la démarche et les 6 objectifs de la Politique : Marie-Michelle Ross, infirmière de rue et coordonnatrice du Projet Montréal de Médecins du Monde, Patrick Langlois, travailleur de rue à Relais Méthadone, Toufik Nid Bouhou de la FOHM, Céline Bellot, criminologue et professeur de service social, Nathalie Rech du RSIQ ainsi que Marjolaine Despars et Bernard St-Jacques du RAPSIM. Une trentaine de personnes ont participé à cet atelier dynamique.

Le YMCA de Montréal, programme Premier Arrêt, organisait un atelier sur les jeunes de la rue, intitulé « Réalités et solutions montréalaises » en collaboration avec l'Anonyme, Cactus et En Marge 12-17.

Dans le cadre du FSQ, le 24 août se déroulait au Carré Berri une activité de sensibilisation. La trentaine de participantEs ont remis des contraventions symboliques à monsieur et madame tout-le-monde afin de les sensibiliser aux dures conséquences de la judiciarisation des personnes marginalisées ainsi qu'à la discrimination dans l'émission des tickets dont ces personnes sont trop souvent victimes.

Une pétition circule présentement en solidarité avec les personnes itinérantes et leurs animaux, bannis depuis juin dernier des parcs Berri et Viger par un nouveau règlement de l'Arrondissement Ville-Marie (centre ville de Montréal). La pétition est en ligne sur : www.rapsim.org

Informations sur l'Opérations Droit devant : Bernard St-Jacques, RAPSIM (514) 879-1949

Le FSQ se clôturait par une Assemblée des mouvements sociaux, qui a réuni plus de 500 personnes. Cette Assemblée a été organisée à l'initiative d'une coalition d'une vingtaine d'organisations (syndicales, étudiantes, féministes, écologiques et communautaires). Les participantEs ont convenu d'une semaine de mobilisation à la grandeur du Québec en janvier 2008, qui se culminera par une journée d'action le 26, dans le cadre de la journée mondiale d'action du Forum social mondial à laquelle participeront des milliers d'organisations à travers le monde. Par ailleurs, l'Assemblée a lancé l'**Appel solidaire des mouvements sociaux UniEs pour l'avenir du Québec et du monde**, qui est actuellement signé par 71 organisations. Vous pouvez prendre connaissance de l'Appel dans la section RSIQ sur le site Internet : www.rapsim.org

L'espace de consommation et des arts au rendez-vous du 1^{er} Forum social québécois

Texte et photos par Henri-Charles Baudot, Premier Arrêt, YMCA de Montréal

Montréal, 31 août 2007.- A chaque grand rendez-vous humain, nous apprenons quelque chose de la synergie latente. D'inattendu, de surprenant, ou tout simplement de nouveau! C'est dans cet esprit que le 1^e forum social québécois a eu lieu du 23 au 26 août dernier. Comme disait le professeur Dorval Brunelle, dans un atelier en 2006, « il faut chercher en soi pourquoi se rendre dans un forum ». N'y allons pas pour être touriste, ou faire sa propre promotion; alors pourquoi ne pas y aller en tout égard à l'Humanité et aux principes des forums, à savoir, un espace inclusif de paroles et de réflexion pour tous, intéressés à bâtir le Québec de demain (voir document du FSQ). En fait, un Québec où les citoyens-ennes ont une place pour la société de demain, une place qui risque de disparaître, devant nos yeux, si nous baissons les bras!

Au parc Émilie Gamelin, tous et toutes ont pu trouver un espace animé et vivant, signe de diversité et de convivialité; les gens ont chanté, ont dansé et ont échangé pour quelques heures, leurs idées d'un avenir meilleur pour notre collectivité!

Il y aura eu en tout plus de 5,000 personnes et 350 ateliers activités culturelles, pour se connaître, et se reconnaître comme personnes, comme citoyennes et citoyens, donc habitant (ou résident) de la Cité. La journée du vendredi comportait d'ailleurs 4 ateliers touchant l'itinérance, la marginalité et l'exclusion sociale. De nombreuses personnes de toutes les régions y ont assisté, avec leurs questions, leurs suggestions et leurs idées, pour la Justice sociale et les droits humains envers les personnes plus vulnérables de nos communautés. Et celles-ci sont nombreuses encore, où les inégalités économiques sont trop importantes, dans une société où la richesse semble mener le bal de la gouvernance.

Les nombreuses personnes qui ont présenté les réalités de leur région, leurs enjeux sociaux et

économiques, souvent éthiques aussi, ont ainsi donné le meilleur d'elles-mêmes au cours de ce forum, où les gens de tout le Québec se sont croisés, dont 1,000 de plus à partir du vendredi soir, qui ont reçu gratuitement une passe d'entrée du secrétariat du FSQ. Un geste qui dénote la solidarité sociale!



Dans le parc Émilie Gamelin, dimanche 26 août quelques heures avant la grande marche.

Le dernier jour, 26 août, nous étions environ 2,000 marcheuses et marcheurs, montrant ainsi notre mobilisation citoyenne. Un grand événement au Québec a pris fin, dans l'enthousiasme d'un avenir meilleur et à construire!

La marche de clôture du forum, sur la rue Berri, le dimanche à 14h00.



Les bénéfices de la fiducie volontaire à Sherbrooke

TOUT COMPTE FAIT est un service de fiducie volontaire pour les personnes itinérantes ou à haut risque de le devenir offert par la Chaudronnée de l'Estrie à ses usagers et usagères et à ceux et celles d'autres groupes de Sherbrooke qui leur réfèrent. Le travail en partenariat est au cœur de cette démarche.

La pertinence d'offrir une aide dans la gestion de budget est largement reconnue depuis nombre d'années par les intervenants qui accompagnent des personnes très marginalisées. TOUT COMPTE FAIT s'inscrit dans la continuité des actions collectives amorcées au cours des dernières années dans la communauté d'intervention à Sherbrooke.

« Quand je reçois mon chèque, je suis capable de payer mon loyer. Mais après ça, je me «shoote» pis je bois le reste dans les jours suivants. Si je viens vous porter mon argent après avoir payé mon loyer et qu'on s'entend sur un petit montant que vous me donnez chaque semaine, j'suis certain que je vais être capable de me contrôler... »

« Je passe ma carte de débit à mes « chums ». Je sais qu'ils me volent, mais j'ai besoin d'amis parce que je suis tout seul... »

Il va de soi que les personnes itinérantes vivent des difficultés financières importantes. Bien que ces difficultés soient liées à un ensemble de problèmes souvent complexes, les conséquences sont souvent les mêmes : risque de perte de logement et difficultés chroniques à se replacer en logement compte tenu d'une mauvaise réputation. Ce problème est amplifié par le faible taux d'inoccupation des logements à Sherbrooke et les réticences de plus en plus grandes des propriétaires privés à l'égard des personnes très marginalisées. Par ailleurs, bon nombre de ces personnes itinérantes ou à haut risque de le devenir vivent des difficultés psychosociales importantes qui ont un impact sur l'ensemble des conditions de vie.

Or, dans bien des situations, la mise sous curatelle ne constitue pas une réponse adaptée au besoin de la personne. L'approche de TOUT COMPTE FAIT permet de fournir un encadrement adapté à la personne participante et de la supporter dans sa volonté d'améliorer ses conditions de vie.

Les **critères d'accès** à TOUT COMPTE FAIT sont les suivants :

1. Être âgé(e) de 18 ans ou plus;
2. Éprouver une grande difficulté à gérer son budget (non paiement du loyer ou loyer souvent en retard, manque de nourriture et ce régulièrement, différents problèmes de comportements, etc.) et vivre une situation d'itinérance épisodique ou chronique en lien avec ces difficultés.
3. Être en mesure de comprendre les enjeux et implications lors de la signature de l'entente, et y consentir.

TOUT COMPTE FAIT comporte **trois volets** :

1. Gestion budgétaire : encaissement du revenu, paiement des comptes et application de la répartition budgétaire convenue avec la personne participante.
2. Accompagnement et défense des droits : intervention dans le milieu, directement liée à la gestion budgétaire et dont l'objectif est de favoriser l'accès à des services et le rétablissement d'une crédibilité dans la communauté (ex : entente avec les créanciers, information sur les droits civils, recréation de liens avec différents milieux, etc.)
3. Suivi psychosocial : stratégies et interventions afin d'aider la personne à revoir certaines habitudes de vie et à développer des habiletés susceptibles d'assurer son autonomie, sa stabilité et son intégrité dans la communauté.

L'utilisation de la fiducie se fait dans un contexte volontaire. Il ne s'agit pas d'un moyen de contrôle des individus, mais plutôt d'un outil à leur disposition dans une perspective de réduction des méfaits (réduire les impacts négatifs du mode de vie sur les individus et leur environnement).

Répartir adéquatement son revenu (même si celui-ci est insuffisant !), régler ses dettes, rebâtir sa crédibilité, réduire les facteurs de risque de dysfonctionnement lors des entrées d'argent, tels sont les bénéfices de TOUT COMPTE FAIT.

Il est intéressant de constater que seulement 30,2 % des participantES souffrent d'endettement chronique. Ainsi, pour la majorité, les difficultés vécues ne se traduisent pas forcément par un endettement chronique, mais par des conditions de vie qui se dégradent continuellement. Toutes les personnes ayant été inscrites au service de fiducie sont très vulnérables, et une majorité ont été (ou sont toujours) victimes d'abus de la part d'individus, prêteurs sur gages ou de réseaux proches des milieux criminalisés.

QUELQUES STATS

TOUT COMPTE FAIT a été implanté en janvier 2006, à titre expérimental. Jusqu'au 31 mars 2007, 53 personnes ont bénéficié du service TOUT COMPTE FAIT, soit 39 hommes et 14 femmes. En date du 31 mars 2007, 11 hommes et 5 femmes y étaient encore inscrits (participants actifs), pour un total de 16 participants et 37 participants n'y étaient plus inscrits (participants non actifs). Cependant, relevons qu'à la fin de la période (31 mars 2007), 63,6 % des hommes encore actifs étaient inscrits au service depuis plus de 8 mois, et 27 % depuis plus d'un an. Du côté des femmes, seulement 40 % des participantes actives (2 sur 5) étaient inscrites depuis plus de 8 mois et aucune depuis plus d'un an. Cinq participants ayant quitté le service (4 hommes et 1 femmes) ont choisi de réintégrer la fiducie quelque temps après avoir quitté.

Il est intéressant de noter que **la proportion des participants vivant de la Sécurité du revenu (aide sociale) est de 73,5 %**. TOUT COMPTE FAIT rejoint aussi les travailleurs (9,4 %), les personnes vivant de l'assurance emploi (5,7 %) ou de revenus de pension (5,7 %).

Quelque 77,3 % des participants présentent un problème d'alcoolisme, de toxicomanie ou de jeu pathologique. Près de 61 % de ce groupe ont déjà suivi une ou plusieurs thérapies pour ces dépendances. Plus de 30 % des participants sont des personnes qui ont une sentence sous la juridiction du Québec. Quelque 28 % des personnes participantes ont un trouble de santé mentale diagnostiqué.

Ce service a été implanté grâce à la contribution financière de la Direction régionale de la sécurité du revenu Estrie et du Fonds d'aide des caisses populaires Desjardins de Sherbrooke.

Pour informations additionnelles, contacter La Chaudronnée de l'Estrie au (819) 821-2311.

« Mon objectif avec la fiducie, c'était de pouvoir garder mon appartement avec mes chats. Et c'est ce que j'ai réussi à faire. Je suis vraiment content. »

« J'ai un problème de jeu et j'étais pour perdre mon logement. Avec la fiducie, j'ai réussi à garder mon loyer et je ne joue plus. Je paie mes affaires, ça m'aide à gérer mon argent et pour l'instant, ça va bien. Je suis contente. »

Itinérance : Un modèle américain ?

Par Pierre Gaudreau, coordonnateur RAPSIM

En mai dernier, la présence de Philip Mangano, conseiller de George Bush sur le dossier des sans-abri a suscité beaucoup d'intérêt au pays. Invité vedette du colloque annuel du Collectif de recherche sur l'itinérance, Mangano y a vanté, chiffres à l'appui, le modèle américain de réduction de l'itinérance.

Adopté en 2002, le plan américain a mis en place une concertation entre les ministères, 49 états et plus de 300 villes. Basé sur une analyse coût/bénéfice qui démontre le coût élevé de l'itinérance, ce plan vise la réinsertion des sans-abri en mettant le logement au cœur de son intervention.

Ce programme aurait permis de sortir de la rue un grand nombre de personnes, permettant une diminution du nombre de sans-abri dans plusieurs villes, de 50 % à Philadelphie, 30 % à Miami, 13 % à New-York, etc. Trop beau pour être vrai ? En ce qui concerne les chiffres, les données sont contestées par plusieurs intervenants. Mais surtout, le plan américain, parce qu'il s'est mis en place dans un pays aux politiques sociales anémiques, a des grandes lacunes. Il a néanmoins de bons côtés, notamment la mobilisation des acteurs.

Un problème majeur

L'itinérance est un problème important et reconnu aux États-Unis. Sa représentation sous des formes variées est fréquente au cinéma à la télé et dans la littérature. Il serait difficile d'en faire autrement : le dernier décompte, réalisé en janvier 2005, a dénombré 744 313 sans-abri. (1) Le réseau américain de refuges est particulièrement développé, hébergeant plus de 400 000 d'entre eux. Le reste, soit plus de 300 000 personnes, se retrouvent dans la rue.

La stratégie adoptée par le gouvernement Bush vise la sortie de rue et des refuges des itinérants chroniques, dont bon nombre ont des problèmes de santé. De façon très ciblée, le gouvernement central, les États et les villes, avec une certaine implication du secteur privé soutiennent des projets de logements destinés à ces sans-abri. Le gouvernement américain, après des années de coupes dans le logement, y a réinvesti, y consacrant 4 milliards \$ par an.

Vu d'ici, il est facile de démontrer la petitesse de cet effort, 4 milliards \$ par an pour le logement, alors que ce même gouvernement consacre ce montant en 2 jours pour la guerre en Irak.

Ce point de vue est aussi celui du milieu concerné aux États-Unis. Le dernier rapport du Centre des études sur le logement de l'Université Harvard a proclamé que le niveau d'accessibilité au logement et celui de l'itinérance ont atteint les pires niveaux au pays et que les coupures fédérales sont les premières responsables de cette situation. Pour Patrick Markee, de la Coalition new-yorkaise des sans-abri, les résultats du Plan Bush-Mangano sont largement surfaits. Cette décennie est la pire depuis la Grande dépression. (2)

Une approche micro pour un problème macro

Nul ne peut reprocher au milieu américain impliqué auprès des sans-abri de vouloir offrir une réponse au besoin de base qu'est le logement. Cet élément est au cœur de l'action pour prévenir et soulager l'itinérance, tant aux États-Unis, qu'à Montréal ou ailleurs. Mais la Politique américaine en itinérance, et il faut reconnaître qu'ils en ont une, annihile les efforts ciblés faits pour réduire l'itinérance chronique en continuant à produire les conditions de l'itinérance pour les plus démunis et les exclus avec ses politiques de logement, d'aide sociale, de santé. Sans parler de sa politique de guerre, qui accapare le budget tout en produisant aussi, parmi les vétérans, son lot de sans-abri.

(1) La Presse, 11 janvier 2007, p. 26

(2) Toronto Star, Linda McQuaig, We allowed rich

Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

Par Isabelle Tardif, chargée de projet

Nous poursuivons la démarche entreprise par le CRI à l'hiver 2006 pour dynamiser les liens entre les milieux de la recherche et de la pratique. Nous vous présentons dans ce bulletin le résumé de l'entrevue effectuée auprès de Mario Poirier, professeur à la Télé-Université (TELUQ). Celui-ci a livré ses impressions sur les besoins et défis de la recherche en matière d'itinérance.

Membre du CRI depuis sa fondation, Mario Poirier provient du domaine de la psychologie, ce qui l'amène davantage à s'intéresser à la personne itinérante (son vécu, sa trajectoire, ses expériences, son quotidien) qu'aux déterminants sociaux de l'itinérance. Selon Poirier, la problématique de l'itinérance se manifeste dans toutes les grandes villes, y compris dans celles où on a historiquement développé un bon filet de sécurité social comme la société française ou les sociétés scandinaves. Ce constat lui fait croire que l'itinérance n'est pas qu'un problème de gestion du social. Les intérêts de recherche de Mario Poirier s'inscrivent donc dans une perspective qu'il appelle la **genèse de l'itinérance**.

Intérêts de recherche

Ses intérêts de recherche les plus récents portent sur la **prévention de l'itinérance**. La compréhension des trajectoires individuelles peut nous amener à mieux développer des mesures préventives face à l'itinérance. Par exemple, environ 30 à 40 % des jeunes de la rue proviennent des centres jeunesse¹. On peut alors se demander le rôle que doit jouer cette institution dans le passage vers la vie adulte. Plusieurs recherches se sont penchées sur l'histoire de vie et l'expérience des personnes itinérantes mais aucune ne semble avoir exploré **le point de vue des parents d'itinérants**. Rencontrer des parents pour recueillir leur représentation des facteurs ayant amené leur jeune à devenir itinérant lui semble être une avenue de recherche particulièrement intéressante. Finalement, la relation entre l'itinérant et le regard social pourrait être investiguée. Plus précisément, il propose d'explorer **la représentation de l'itinérance dans les médias ou encore la perception qu'a la société** (le passant, le commerçant, les enfants) des personnes itinérantes.

Besoin en termes de définitions conceptuelles

Selon Poirier, une **clarification sur le plan conceptuel** demeure à effectuer. Nous devons mieux comprendre le vocable « itinérance » afin d'éviter la catégorisation trop générale des populations itinérantes. Nous devons faire la distinction entre les situations chroniques d'itinérance et les situations impliquant un passage temporaire à la rue suite à une crise personnelle. Les parcours menant à l'itinérance sont nuancés, les services d'aide doivent l'être également.

Entreprendre une réflexion sur les mesures de soutien aux personnes

Sur le plan plus théorique, Poirier pense que le CRI est mûr pour une réflexion sur les mesures de soutien aux personnes itinérantes. Deux voies doivent être explorées. D'une part, une réflexion sur la **finalité de l'intervention** s'impose : jusqu'à quel point doit-on s'ingérer dans la vie des personnes itinérantes ? **Est-il souhaitable de viser l'éradication de l'itinérance ?** La vision hospitalo-centriste insiste pour que les individus reçoivent des soins, qu'ils soient traités, qu'ils sortent de la rue. Ne tombons-nous pas de cette façon dans une forme d'intolérance ? Ne devrions pas plutôt viser la reconnaissance des personnes itinérantes et lutter pour le respect de leurs droits ?

D'autre part, une réflexion critique est nécessaire quant à l'intégration sociale des personnes. **Que signifie être intégré socialement ?** Avons-nous créé des ghettos de soutien ? **Que signifie sortir de la rue ?**

¹ Selon des travaux du Groupe de recherche sur l'itinérance des jeunes adultes (GRIJA) réalisés dans les années 1999 à 2002. Dans la population générale, on parle d'un maximum de 1 à 2% des adultes qui sont pris en charge par la DPJ.

LES MEMBRES DU RSIQ

MEMBRES :

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de MONTRÉAL (RAPSIM)
Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de QUÉBEC (RAIIQ)
Collectif régional de lutte à l'itinérance de l'OUTAOUAIS (CRIO)
Table de concertation sur l'itinérance à SHERBROOKE
Table de concertation en itinérance de DRUMMONDVILLE
Table itinérance de SAGUENAY
Table Action Prévention Itinérance LANAUDIÈRE (TAPIL)
Table de concertation des sans domicile fixe de LONGUEUIL / RIVE SUD
Comité directeur en itinérance de TROIS-RIVIÈRES
Table itinérance de VAUDREUIL-SOULANGES
Groupe Action Solutions Pauvreté de Haute-Yamaska (GRANBY)
Réseau des organismes et des intervenants en itinérance de LAVAL (ROILL)

MEMBRES ASSOCIÉS :

Au Bercaïl de Saint-Georges
Le Répit du Passant (Rimouski)
Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

MESSAGE À NOS MEMBRES : VOUS RECEVREZ DANS LES PROCHAINS JOURS UNE INVITATION À RENOUELER VOTRE ADHÉSION ET PAYER VOTRE COTISATION.

Le RSIQ se cherche un local

Le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) est à la recherche d'un local fermé à prix abordable d'environ 100-150 pc à l'intérieur d'un organisme communautaire en itinérance. Le local sera occupé par la coordonnatrice. L'accès rapide à un métro et à une salle de réunion est souhaité. Montréal et environs.
Si vous disposez de la perle ou avez des suggestions, **veuillez nous contacter.**

RENCONTRE PUBLIQUE À MONTRÉAL AVEC LE RAPPORTEUR DE L'ONU SUR LE DROIT AU LOGEMENT

Quand: Le mercredi **10 octobre 2007 de 13h30 à 16h30**

Où: À Montréal, à l'Old Brewery Mission, 915, Clark, Métro Place-d'Armes (accès pour les personnes à mobilité réduite par la rue St-Laurent)

M. Miloon Khotari est, depuis septembre 2000, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement. Sa mission au Canada a pour buts de constater par lui-même la situation du logement et de l'itinérance, de vérifier la manière dont le droit au logement est respecté et d'échanger avec des personnes provenant aussi bien des autorités politiques que des organismes communautaires ainsi que des personnes concernées.

La rencontre se déroulera en français et en anglais avec un service de traduction.

Organisée par le RSIQ, le FRAPRU et le RCLALQ.

Tracts en français et en anglais disponibles sur le site Internet :
www.rapsim.org

11 OCTOBRE : TOUS et TOUTES à OTTAWA !

« Pas d'armement, des logements ! ».

Les groupes en itinérance de Montréal, de Gatineau, etc. se mobilisent. Soyez du nombre ! (déjà près de 500 inscriptions)
Action organisée par le FRAPRU.

Coordonnatrice : **Nathalie Rech**

Téléphone : (514) 528-6466

Courriel : nathalie.rech@videotron.ca

**Une dizaine de pages d'information dans la section
Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec
du : www.rapsim.org**